

## Communiqué de presse des travailleurs de Med Nûçe

Le groupe français Eutelsat a mis fin le 3 octobre 2016 à la diffusion de la chaîne de télévision kurde Med Nûçe créée en 2013, par une décision scandaleuse et illégale dictée par la Turquie. Eutelsat a envoyé un premier mail aux distributeurs le 29 septembre pour demander l'arrêt de la diffusion de Med Nuçe auprès des distributeurs, alors qu'aucune enquête, aucun procès n'était engagé contre cette chaîne. Le 2 octobre, un deuxième courriel exigeait la fin de la diffusion le 3 octobre, à 10h00, ce à quoi les distributeurs se sont pliés. Le procédé employé par Eutelsat pour mettre fin à la diffusion de la chaîne de télévision kurde est en tout similaire aux mesures répressives et arbitraires prises par les autorités turques contre les médias.

La chaîne Med Nuçe diffusée par le satellite Hot Bird est l'une des rares sources d'informations indépendantes et alternatives dans un pays comme la Turquie où la majorité des médias sont sous le contrôle de l'Etat. L'ordre de la suspension de la chaîne est intervenu le même jour que la fermeture de plus de vingt chaînes de télévision et stations de radio en Turquie. Parmi ces chaînes, figuraient notamment Zarok TV, une chaîne pour enfants ; TV 10, qui s'adresse notamment à la communauté Alévie ; Jiyar TV dont le but est de promouvoir le « kirmancki », dialecte kurde en danger ; et Hayat TV qui se concentre sur les conditions de travail et la lutte des ouvriers. Non seulement la diffusion de ces chaînes a été suspendu, mais leurs locaux ont également été mis sous scellés par les autorités turques.

Au lendemain de l'interruption de la diffusion de Med Nûçe, la police turque a investi le siège de IMC TV, une des principales chaînes de télévision pro-kurdes, située à Istanbul, avant de mettre fin à sa diffusion. La chaîne IMC TV est très connue pour sa position pluraliste et sa ligne éditoriale indépendante et alternative.

En suspendant la diffusion de Med Nuçe, Eutelsat soutient objectivement les atteintes sans précédent aux libertés de presse et d'expression en Turquie. Car Mednuçe était l'une des dernières voies d'expression pour les Kurdes ainsi que pour des pans importants de la société dont les féministes, les écologistes, les syndicalistes, anticapitalistes, les LGBTI,...

Depuis la tentative de coup d'État le 15 juillet dernier, la situation des droits humains en Turquie se dégrade dangereusement. Ce coup d'État n'a pas abouti, mais il n'empêche que les Kurdes et l'opposition démocratique sont victimes d'un coup d'État continu. La répression contre les médias et les oppositions quelles qu'elles soient a atteint un niveau sans précédent. L'Etat d'urgence instauré au lendemain de la tentative de coup d'Etat est constamment prolongé, les journaux kurdes sont interdits, les journalistes, intellectuels et universitaires sont emprisonnés, les mairies kurdes sont mises sous tutelle administrative, les villes kurdes sont détruites et les députés pro-kurdes sont privés de leur immunité parlementaire et menacés d'arrestation.

À ce jour, plus de 90 journalistes sont détenus, ce qui fait de la Turquie, selon la plateforme de soutien aux journalistes emprisonnés, la plus grande prison au monde pour les journalistes. La Turquie est classée par Reporters sans Frontières au 151<sup>ème</sup> rang sur 180, au classement mondial de la liberté de la presse. Il ne se passe pas un jour sans arrestation de masse. Des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées depuis le 14 juillet, du fait d'une guerre de pouvoir entre le Président Erdogan et son ancien allié Fethullah Gulen. Mais une guerre impitoyable avait déjà été lancée en 2015 dans la région kurde, se soldant par la destruction totale par l'armée turque de plusieurs villes et la mort de centaines de civils, dont des femmes et des enfants. Med Nûçe était aussi l'un des rares médias à rapporter les crimes commis par l'armée dans la région kurde.

Les organisations des droits humains craignent depuis longtemps l'instauration d'un régime fasciste par Recep Tayyip Erdogan. Les Kurdes et les médias kurdes restent toujours la première cible de ce régime. Les pays européens restent aussi les principales sources d'encouragement pour le régime d'Erdogan. L'interruption de la diffusion de Mednuçe est avant tout une honte pour l'Europe, mais aussi un acte grave qui peut être considéré comme un signal de soutien à la politique répressive de la Turquie. Rappelons aussi que les médias kurdes et alternatifs jouent un rôle très important dans un contexte où Daesh continue d'être un danger pour toute l'humanité. Med Nuçe a permis de démasquer la complicité entre les autorités turques et cette organisation. De ce fait, Eutelsat devient également un allié objectif de Daesh.

Des questions légitimes se posent aujourd'hui :

- Le groupe français Eutelsat se conforme-t-il aux lois européennes ?
- La demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel en Turquie peut-elle justifier la suspension d'une chaîne de télévision qui diffuse depuis l'Europe ? Rappelons que cette instance chargée de la régulation et de la surveillance du secteur audiovisuel est l'instrument de censure et de répression utilisé par le régime turc contre les médias.
- En agissant contre Med Nûçe, le groupe Eutelsat veut-il marquer son soutien au régime d'Erdogan ?
- Cette mesure ne rend-elle pas Eutelsat complice de la répression contre les médias en Turquie ?

En tant que les travailleurs du Med Nuçe, nous condamnons fermement l'arrêt illicite et inacceptable de la diffusion de notre chaîne de télévision. Et nous envoyons un message clair à tous ceux qui veulent réduire au silence les médias kurdes et indépendants : Vous ne parviendrez jamais à nous faire taire, nous continuerons à vous déranger en dénonçant les injustices, en défendant les libertés d'expression et de la presse et en soutenant avec une détermination sans faille la pluralité dans la démocratie. Nous appelons surtout les médias français et européens à prendre une position claire et forte contre les injustices visant la liberté de la presse, car cette liberté est depuis longtemps menacée en Europe également. Cette prise de position est plus que nécessaire pour défendre le droit d'exercer librement le métier de journaliste. Demain, il sera peut-être trop tard pour tout le monde, et pas seulement pour les médias.

Nous appelons aussi les institutions européennes, notamment le parlement européen, à prendre leurs responsabilités et faire pression sur la Turquie en exigeant le respect des droits fondamentaux. Les déclarations de bonne volonté et les appels au respect ne suffisent plus, nous attendons des actes de la part des dirigeants européens.

13 octobre 2016

Les travailleurs du Med Nuçe TV